

2 Politique

Dialogue national/ Comité ad hoc paritaire

Les travaux se poursuivent

M.A.M

Libreville/Gabon

Même si jusqu'à hier tard dans la soirée le rapport final des travaux en plénière n'était toujours pas adopté. Tant les discussions à huis-clos ne laissent présager aucune entente entre les participants (Majorité et opposition).

LES travaux du Comité ad hoc paritaire sur le dialogue national se poursuivent aujourd'hui dans une structure hôtelière de la place. Avec la livraison à la presse des conclusions de ces assises. Comme à l'ouverture, c'est le chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet, qui en présidera la cérémonie de clôture. En présence de tous les participants tant de l'opposition que de la majorité au pouvoir.

HIER, les deux parties étaient toujours en discussion sur le principal point d'achoppement relatif à la formulation de certaines dispositions. Il y avait comme points inscrits à l'ordre du jour, l'adoption



Photo : Wilfried Mbinch

Le comité ad hoc paritaire n'a pas livré ses conclusions hier.

des rapports des groupes 1 et 3.

A rappeler que ces commissions avaient respecti-

vement pour tâche d'élaborer le code de bonne conduite et le règlement intérieur. Ainsi que la

structuration organisationnelle et le budget de ces assises

En outre, comme jeudi der-

nier, les discussions entre participants achoppaient sur plusieurs points. Comme nous le faisons

déjà remarquer, les discussions houleuses ont notamment porté sur l'usage de certains termes, à l'instar de "violences liées à la crise post-électorale". Le code de bonne conduite, de règlement intérieur, de structuration organisationnelle et de budget sont également parmi les préoccupations qui ont fait l'objet des discussions, plutôt chaudes, hier. Au regard de ces longs débats à huis-clos, tout présageait du caractère incisif et tranché des échanges entre les différentes parties. Néanmoins, les deux parties sont convaincues que le consensus finira par prévaloir afin de permettre, ce matin, un déroulement de la fin des travaux dans une atmosphère conviviale. Le tout avec la fierté d'avoir participé à la réussite de ce dialogue national tant voulu par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Lequel ne fait aucun mystère autour de sa volonté de voir les forces vives du pays discuter autour de cette plateforme de manière inclusive et sans tabou.

En prélude au Commissariat politique du CLR/Trois questions à... Nicaise Sickout Inguendza

" Ces assises interviennent dans un contexte de redynamisation et de restructuration du parti "

Propos recueillis par : M. A. M

Libreville/Gabon

l'union. Monsieur le secrétaire général, porte-parole du Centre des libéraux réformateurs (CLR), votre parti organise, ce week-end, son Commissariat politique. Peut-on savoir sur quoi porteront ces assises ?

Nicaise Sickout Inguendza : Il faut dire qu'en application des articles 30, 31, 32 et 33 des statuts du CLR, un Commissariat politique est convoqué en session extraordinaire, pour se tenir le 25 février 2017. Selon ces mêmes dispositions statutaires, le Commissariat politique est l'instance du CLR qui prend les grandes décisions entre deux congrès. Le présent Commissariat politique, conformément à ses missions de contrôle, de formation et d'information, aura donc trois thématiques à l'ordre du jour. À savoir, la restructuration et la redynamisation du parti cinq ans après son congrès ordinaire de juin 2012. Le deuxième point portera sur les questions électorales pour l'échéance à venir. Le CLR est un parti national, il va définir sa stratégie électorale pour le prochain scrutin, tout comme nous allons aborder la situation sur les 120 circonscriptions qu'il briguera. Et, le CLR donnera à cette occasion mandat au directoire de valider les candidatures qui seront retenues. Le dernier point portera sur l'actualité. Comme vous le savez, le président de la République a lancé un appel au dialogue national, consécutivement à la situation post-électorale d'août 2016. Le CLR, parti de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence a répondu oui à cet appel et il s'y prépare. Une commission ad hoc avait été mise en



Photo : L'Union

Nicaise Sickout Inguendza, lors d'une précédente sortie.

place pour se pencher sur la question et regarder tous les contours de ce dialogue. Mais il faut dire que pour le CLR, il ne sera pas seulement question d'un dialogue de politiciens pour ne parler que de politique. Il s'agira plutôt de passer au peigne-fin, non seulement les politiques institutionnelles et de bonne gouvernance, mais également les aspects économiques, sociaux et culturels de la République gabonaise. Donc ce sera le troisième point inscrit à l'ordre du jour. Un quatrième point enfin, portera sur les motions, les résolutions, les recommandations sur les thématiques de l'éducation, de la santé, de l'habitat, des routes, de l'économie et du sport. Parce que, nous avons consenti d'énormes moyens pour la construction des stades et il faudra faire vivre ces infrastructures. Et nous nous réjouissons de ce que le Gabon abritera la prochaine Can des moins de 17 ans aux mois de mai et juin prochains.

En somme, ce Commissariat politique se situe dans un environnement de redynamisation et de restructuration parce que, ce sera véritablement le point saillant de l'ordre du jour de nos travaux. Au sortir de là, un certain nombre de mesures vont être prises. Le CLR va réorganiser ses organes pour investir le terrain et s'affirmer véritablement comme deuxième force politique du pays. Pourquoi pas prendre la première place à l'issue des prochaines élections législatives.

Qui est habilité à participer à ce Commissariat politique ?

Toujours selon les statuts, le Commissariat politique est composé de 120 membres titulaires et 120 membres suppléants qui sont choisis à l'intérieur du directoire. Ils sont choisis dans les circonscriptions politiques conformément au découpage des élections législatives en République gabonaise. C'est l'ensemble du territoire national, conformément au statut national de l'implantation du CLR qui compose donc ce Commissariat politique. Sont invités, les élus locaux, les élus nationaux, les membres du Commissariat politique et les représentants des délégations des différentes circonscriptions. Donc ce sera 240 délégués qui vont siéger aux assises du 25 février 2017 au Cabaret des Artistes. Les travaux se dérouleront uniquement le samedi (aujourd'hui). Mais, pour vous dire que ce sera sûrement à partir de 8h jusqu'à minuit. Parce que les travaux se déroulent en plénière et en sous commissions avec une grande déclaration de politique générale. Tout chapeauté par un comité d'organisation dont le président du parti est le coordonnateur général.

L'actualité politique nationale aujourd'hui tourne autour du dialogue

national inclusif et sans tabou prôné par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Un comité ad hoc paritaire (majorité-opposition) préparatoire de ce rendez-vous est actuellement à pied d'œuvre. Quelle est l'implication du CLR dans ce processus ?

L'apport du CLR s'est magnifié déjà par le fait que le président du CLR est l'un des vice-présidents du comité ad hoc paritaire préparatoire des assises dites inclusives et sans tabou qui auront lieu prochainement à Lambaréné, comme on l'entend actuellement ici et là. Et nous nous réjouissons véritablement si Lambaréné est le choix pour abriter ce dialogue parce que, sa position géographique permettra un certain nombre de consultations vers Libreville. Je crois d'ailleurs que c'est orienté par le gouvernement dans ce sens parce que tout le monde ne sera pas à Lambaréné. Les partis politiques seront représentés, les institutions aussi. Vous savez qu'en la matière, il y a souvent des situations de blocage qui nécessitent des consultations au sommet ou au niveau des états-majors des partis politiques. Je crois que Lambaréné y sied. Pour revenir sur l'implication réelle du CLR, d'abord il est un parti de la majorité. Le CLR participe à la gouvernance locale de plusieurs localités au Gabon. Notamment, la capitale Libreville. Il est une force présente au Sénat, à l'Assemblée nationale, naturellement dans les collectivités locales. Donc, c'est un CLR qui a un rôle à jouer, une place à tenir parce que le CLR milite pour la pacification du Gabon. Il veut d'un Gabon mieux gouverné, Il veut d'un Gabon où on sera débarrassé des grèves dans l'Education nationale, des problèmes qui minent le monde de la Santé, mais le tout, autour du président Ali Bongo Ondimba.